

Représentation suisse à: <b>Rabat</b>	
Pays: <b>Maroc</b>	Date de la dernière mise à jour: 20.07.2021

## Rapport économique

### 0 Résumé

---

L'économie marocaine continue de présenter un mélange de potentiel, de réussites et de **faiblesses structurelles**, auxquelles sont venus s'ajouter **les effets de la crise sanitaire**.

Sur le **plan domestique**, la consommation des ménages et l'emploi se sont rétractés. Le chômage a atteint son taux le plus élevé depuis 2001 et touche particulièrement les jeunes, les diplômés et les femmes. Le risque de pauvreté s'est aggravé, en particulier dans les campagnes. Cette situation a poussé l'État à intervenir, notamment à travers son fonds de solidarité Covid. Cela a eu pour corollaire de creuser davantage le déficit budgétaire du pays, qui s'est établi à CHF 2,25 milliards en avril 2021, contre CHF 350 million à la même période en 2020.

Les **échanges commerciaux** ont aussi été touchés par la crise. Les importations et les exportations de biens enregistrent respectivement des baisses de 14,1% et 7,5%. Les échanges avec la Suisse n'ont pas été épargnés par cette tendance. Le volume du commerce bilatéral total a atteint CHF 565 millions en 2020, contre CHF 630 millions l'année précédente, en raison d'une baisse de 13,3% pour les exportations et de 6,5% pour les importations.

Les **investissements directs étrangers** ont reculé de plus de 50%, pour atteindre CHF 1,5 milliards, le montant le plus bas de ces six dernières années. Cela est notamment dû à une croissance économique plus modérée et à une baisse de la demande en matières premières. Les investissements marocains à l'étranger ont également reculé, pour s'établir à CHF 466 millions à fin décembre 2020, contre environ CHF 1 milliard une année auparavant.

Autre conséquence de la crise sanitaire, **les flux touristiques** se sont taris. Au terme du troisième trimestre de 2020, le Maroc a reçu quelque 2,21 millions de touristes, soit 78% de moins qu'une année plus tôt. Ce ralentissement s'explique aussi par la fermeture des frontières aériennes durant la crise sanitaire, les vols n'étant que périodiquement autorisés. Les flux de touristes marocains vers la Suisse se sont également ralentis, comme en témoignent les 114 visas de tourisme délivrés (556 en 2019). Cette dynamique ne témoigne pas d'un désintérêt du public marocain pour la Suisse, qui continue d'évoquer le tourisme comme la raison principale de s'y rendre.

Face à ces nombreuses **difficultés**, le Maroc a mis en place de **nombreuses réformes**. Elles visent à attirer les investissements, soutenir les PME dans la réorientation de leur production dans des produits servant à lutter contre la pandémie ainsi qu'à favoriser la production locale dans une logique de substitution aux importations. Certains tarifs non-préférentiels ont également été revus à la hausse, renchérissant le prix de certaines importations d'entreprises suisses.

En dépit de cette situation, le Maroc continue d'offrir de **nombreuses opportunités à la Suisse** et à ses entreprises, en raison notamment de sa volonté de développer son secteur financier, de renforcer son industrialisation, de mener des grands travaux d'infrastructure, de reformer son système éducatif, et en particulier la formation professionnelle. A cela s'ajoute son rôle de porte vers l'Afrique, qu'il joue de plus en plus activement.

La Suisse, reconnue comme un pays innovateur, dispose des conditions, des acteurs et des outils nécessaires pour **saisir les opportunités économiques** qui s'offrent à elle et à ses entreprises au Maroc et, grâce à ce dernier, en Afrique.

## 1 Problèmes et enjeux économiques

---

Même avant la crise du Covid-19, l'économie marocaine présentait des **faiblesses structurelles** : dépendance de la production agricole aux précipitations, aux exportations de phosphate et aux transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE), taux de chômage élevé chez les jeunes, sous-capitalisation des entreprises, décalage entre le système éducatif et les besoins du marché ou encore protection sociale inadaptée.

**Les effets de la crise sanitaire** sont venus s'additionner à ces faiblesses, les renforçant et les démultipliant tout en pesant sur les perspectives économiques du Royaume. A titre d'exemples, la Banque Centrale Marocaine (BMC), a annoncé que la croissance s'était contractée de 6,3% en septembre 2020, la Trésorerie générale du Royaume a indiqué que le déficit budgétaire s'était creusé à CHF 2,25 milliards au premier trimestre 2021, contre CHF 350 millions à la même période en 2020<sup>1</sup> et autant Standard and Poor's que Moody's et Fitch ont revu la notation du Maroc à la baisse en raison de la dette contractée pour lutter contre la pandémie et du ralentissement imposé par la crise.<sup>2</sup>

**La consommation des ménages** s'est ralentie, déstabilisée par les pertes d'emploi liées à la crise sanitaire ainsi que par les effets de la sécheresse sur les revenus des ménages ruraux. Cela a généré un repli du recours des ménages aux crédits à la consommation (-4,2% à fin 2020). Cette contreperformance a été atténuée par une augmentation des transferts des MRE (+5% à fin 2020), par les transferts monétaires octroyés à travers le Fonds Covid-19, ainsi que par la maîtrise de l'inflation (+0,7% en 2020).<sup>3</sup>

**L'emploi** s'est également rétracté. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), le taux de chômage a atteint 12,7%, son plus haut niveau depuis 2001. Ce sont près de 600'000 personnes qui ont perdu leur emploi durant le seul 3<sup>ème</sup> trimestre 2020, faisant passer le nombre total de chômeurs à presque un million et demi d'individus. Ce sont surtout les jeunes de 15 à 24 ans (32,3%), les diplômés (18,7%) et les femmes (17,6%) qui sont les plus touchés. La crise du Covid-19 a surtout aggravé une situation qui existait déjà en raison du sous-emploi et de la pauvreté, qui constituent des problèmes structurels de l'économie.<sup>4</sup>

**La pauvreté** s'est multipliée par presque 6 au niveau national, passant en moyenne de 1,7% à 11,7% durant le confinement, passant de 3,9% à 19,8% en milieu rural et de 0,5% à 7,1% en milieu urbain. De même, le taux de vulnérabilité a plus que doublé, passant de 7,3% avant le confinement à 16,7% pendant le confinement. Cependant, **les aides publiques** ont pu alléger les répercussions sur le niveau de vie de la population, en permettant de réduire le taux de pauvreté absolue de 9 points à l'échelle nationale, passant de 11,7% avant le transfert des aides publiques à 2,5% après le transfert.

**Une ambitieuse série de réformes sociales** et de mesures de relance de l'économie ont été proposées par le Roi et le gouvernement. Trois conventions relatives à la généralisation de l'assurance maladie obligatoire de base ont été signées au profit des travailleurs indépendants, les personnes non-salariées exerçant une activité privée, les artisans et professionnels de l'artisanat, et les agriculteurs. Il s'agit d'une avancée inédite étant donné que tous les employés du secteur informel (80% de la population active) et 800.000 employés du secteur privé ne sont pas déclarés à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS).<sup>5</sup> A cela s'ajoute un nouveau modèle de développement, présenté au Roi en mai 2021, qui énumère les enjeux, les priorités ainsi que la manière d'atteindre les buts d'un doublement du PIB par habitant à l'horizon 2035.<sup>6</sup>

## 2 Accords internationaux, régionaux et bilatéraux économiques

---

### 2.1 Politique, priorités du pays

Le Maroc, par son **emplacement géographique stratégique** entre l'Afrique et l'Europe, son accès à l'Océan Atlantique et à la Méditerranée, ainsi que par sa stabilité politique, continue à se positionner comme un hub pour les investissements et le commerce international, en particulier envers **l'Afrique**

---

<sup>1</sup> [Le Monde, 2020](#)

<sup>2</sup> [Médias24, 2021](#)

<sup>3</sup> [Conso News, 2021](#)

<sup>4</sup> [Haut Commissariat au Plan, 2020](#)

<sup>5</sup> [Kozłowski, 2021](#)

<sup>6</sup> [Forbes France, 2021](#)

**sub-saharienne.** La plateforme Tanger Med 2 qui complète celle de Tanger Med 1 en témoigne, faisant de Tanger Med le premier port de la Méditerranée. Par ailleurs, les chantiers du port de Nador pour le projet portuaire Nador West Med confirment cette stratégie qui vise à renforcer la position du Maroc sur le **bassin méditerranéen**.<sup>7</sup> En outre, le projet du **port Dakhla Atlantique**, qui avait fait l'objet d'une convention signée en février 2016, représente l'incarnation des projets stratégiques dans le cadre du modèle de développement du Sahara occidental. Ce mégaprojet portera sur la réalisation d'un port en eaux profondes sur la façade Atlantique de la région de Dakhla-Oued Eddahab, selon trois composantes: un port de commerce, un port dédié à la pêche côtière et hauturière, et un port dédié à l'industrie navale. Objectif visé : assurer plus de compétitivité à la filière de la pêche.<sup>8</sup>

Historiquement, le Maroc entretient **d'étroites relations commerciales avec l'Espagne et la France**. Cependant, de nouveaux pays développent leurs investissements et leurs relations avec le Royaume. Il s'agit par exemple de la **Chine**, de la **Russie**, notamment à travers le projet Mohammed VI Tanger Tech, ou le **Royaume-Uni** qui, dans le cadre de sa nouvelle stratégie africaine, s'est réorienté vers le Maroc depuis le Brexit. Les partenaires dits « historiques » du Royaume restent toutefois les principaux partenaires commerciaux du Royaume.

Le 16 janvier 2019, le Parlement européen a approuvé l'**accord d'association agricole étendant au territoire contesté du Sahara occidental (SO)** les tarifs douaniers préférentiels octroyés par accord commercial au Maroc. Les eurodéputés ont ainsi validé l'extension des préférences tarifaires au territoire du SO après que la Commission européenne et le Maroc ont trouvé un accord sur un mécanisme de traçabilité permettant de définir l'origine des produits exportés depuis le territoire. Le 12 février 2019, le Parlement européen a approuvé l'accord de pêche de l'UE au Maroc qui inclut les eaux du SO. Si le Parlement européen a validé ces deux accords qui couvrent le SO, l'accord de pêche exige le consentement de la population locale ainsi que des retombées économiques pour celle-ci. Rien n'est toutefois joué sur le plan légal car le Polisario a présenté devant la Cour de justice de l'UE un recours en avril et juin 2019 contre la décision du Conseil de l'UE. Les deux affaires sont pendantes, une décision qui sera susceptible de recours est attendue fin 2021.<sup>9</sup>

Parallèlement, le Maroc mène une politique très active de **conclusion d'accords régionaux et de libre-échange**. 56 accords de libre-échange et accords internationaux sont en place depuis de nombreuses années tels que l'EFTA, le *Système global de préférences commerciales entre pays en développement* (GSTP) ou le *Zone panarabe de libre échange* (PAFTA).<sup>10</sup> En outre, le Maroc cherche à profiter du mouvement de reconfiguration des chaînes de valeur, notamment en prenant part aux négociations en cours dans le cadre de l'African Continental Free-Trade Agreement.<sup>11</sup>

## 2.2 Perspectives pour la Suisse

Les relations économiques entre la Suisse et le Maroc s'inscrivent dans des **conditions bilatérales complètes**, comptant sur un accord de libre-échange (via l'Association européenne de libre-échange, AELE), un accord de protection des investissements et une convention contre les double-impositions.<sup>12</sup>

Des entreprises suisses ont toutefois vu le prix de certaines de leurs exportations, non-couvertes par l'accord de libre-échange AELE-MAROC, se renchérir en raison du **nouveau régime tarifaire marocain** prévu par la nouvelle loi des finances.<sup>13</sup> Cela a aussi pour effet de les rendre moins compétitives vis-à-vis de celles en provenance de l'Union Européenne, qui bénéficient de régimes tarifaires préférentiels.<sup>14</sup>

**Plusieurs Protocole d'Entente ont été signés** ces deux dernières années dans le cadre de la promotion du commerce, entre la Suisse et le Maroc. Le SECO et le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique (MCINET) ont ainsi signé en novembre 2018 un accord de projets dans le secteur du textile (GTEX, SIPPO), destiné à appuyer et à accompagner le secteur

---

<sup>7</sup> [El Mehdi, 2020](#)

<sup>8</sup> [LesEco.ma, 2021](#)

<sup>9</sup> [Yabiladi, 2020](#)

<sup>10</sup> [WTO, 2021](#)

<sup>11</sup> [Oxford Business Group, 2020](#)

<sup>12</sup> [Fedlex, 2021](#)

<sup>13</sup> [Secrétariat général du Gouvernement, 2021](#)

<sup>14</sup> [El Mouden, 2020](#)

sur la période 19-21, ainsi qu'en avril 2017 dans le secteur de l'agro-industrie, produits de la pêche et textile avec **le programme SIPPO**.<sup>15</sup>

Le SECO et le Ministère du Tourisme ont signé un accord en juin 2020 pour un programme dans le domaine du **tourisme durable**. Il s'agit d'un programme pour la période 20-25 visant à soutenir les provinces d'Azilal et de Béni Mellal pour développer un tourisme durable avec des secteurs intégrés, prévoyant des interventions sur trois piliers.<sup>16</sup>

Le fait que le Maroc cherche à se positionner comme un **hub** pour l'investissement et le commerce international, **surtout vers l'Afrique subsaharienne**, peut présenter un intérêt particulier pour la Suisse. Il convient également de mentionner **Casablanca Finance City**, un centre économique et financier qui vise à devenir une plate-forme de liaison entre le Nord et le Sud, dont 5 entreprises suisses sont membres. En outre, les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, des énergies renouvelables, de la pharmacie et des équipements médicaux ainsi que de l'infrastructure continuent de présenter de belles opportunités pour les opérateurs économiques suisses.

### 3 Commerce extérieur

---

#### 3.1 Développement et perspectives générales

Pour 2020, les **importations et les exportations de biens** ont enregistré des baisses en glissement annuel de 14,1% et 7,5%, respectivement. Le **déficit commercial** a ainsi été réduit de 23,1%, soit CHF 4,8 millions.<sup>17</sup>

Lié par des ALE avec 56 pays, le Maroc a souvent accusé ses ALE d'être responsables du creusement de son déficit commercial, d'une relative perte de compétitivité et de l'attribution de marchés publics à des opérateurs étrangers.<sup>18</sup> En effet, selon le rapport du commerce extérieur pour l'année 2019 publié par l'Office des changes, la balance commerciale marocaine est déficitaire avec tous les continents, à l'exception de l'Afrique, ce qui érode ses réserves de change.<sup>19</sup> En conséquence, le Maroc a entamé des discussions avec la Turquie visant à revoir leur accord afin d'équilibrer davantage leurs relations commerciales en 2020. L'ALE amendé est entré en vigueur en mai 2021. Des discussions ont depuis été engagées avec l'Égypte, avec qui le Maroc entretient un déficit commercial de CHF 600 millions.

**L'Europe reste le principal partenaire commercial du Maroc en 2019**<sup>20</sup>, représentant 65,8% du total des échanges, soit CHF 50,9 milliards. Les échanges avec l'Espagne (CHF 14,4 milliards) et la France (CHF 12,1 milliards) représentent à eux seuls 52,2% du commerce extérieur du Maroc. Le volume des échanges avec l'Asie se chiffrent à CHF 13,2 milliards, soit 17% du commerce marocain, contre 16,2% l'année précédente. Quant aux échanges avec les Amériques, ils s'élèvent à CHF 8,5 milliards, soit 11% du total des échanges. La balance commerciale du Maroc avec l'Afrique est la seule à présenter un excédent (CHF 370 millions) et représentent 5,1% du total des transactions commerciales du pays.<sup>21</sup>

#### 3.2 Commerce bilatéral

En 2020, le volume du commerce bilatéral total a atteint CHF 565 millions, contre CHF 630 millions en 2019, en raison d'une baisse tant pour les exportations (13,3%) que pour les importations (6,5%).

Au niveau des **exportations** (produits suisses à destination du Maroc) les produits des industries chimiques et pharmaceutiques (CHF 105,7 millions, +3,9%), de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (CHF 85,4 millions, +2,5%), les machines, appareils, électroniques (CHF 46,3 millions, -7,3%) et les instruments de précision, horlogerie et bijouterie (CHF 41,4 millions, +3,6%) continuent d'occuper les premières places des exportations suisses vers le Maroc en 2020. Les plus fortes baisses ont été enregistrées dans les secteurs des machines, appareils et électronique (-7,3%) et des véhicules (-2,9%).

---

<sup>15</sup> [Fedlex, 2021](#)

<sup>16</sup> [Swisscontact, 2021](#)

<sup>17</sup> [Office des Changes, 2021](#), S. 1

<sup>18</sup> [Santander, 2019](#)

<sup>19</sup> [Oudoud, 2020](#)

<sup>20</sup> Les données les plus récentes au moment de la rédaction sont celles de 2019

<sup>21</sup> [Office des Changes, Rapport Annuel Commerce extérieur du Maroc, 2019](#), S. 54

Au niveau des **importations** (produits marocains à destination de la Suisse), les principales catégories sont, par ordre de valeur totale, les textiles, habillement et chaussures (CHF 83,9 millions, -1,9%), les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (CHF 58 millions, +4,3%), les métaux précieux et pierres précieuses (CHF 57,6 millions, -2,7%) et les véhicules (CHF 37,7 millions, +1,2%).

## **4 Investissements directs**

---

### **4.1 Développement et perspectives générales**

En 2019, les **investissements directs étrangers (IDE)** se sont élevés à CHF 1,5 milliards, soit une baisse de 54%, le montant le plus bas de ces six dernières années.<sup>22</sup> Cela est notamment dû à une croissance économique plus modérée et à une baisse de la demande en matières premières.<sup>23</sup> A fin décembre 2020, le flux net d'investissements directs étrangers est resté stable, quoiqu'en léger glissement annuel de +1%.<sup>24</sup> La France occupe la première place en termes de flux nets d'IDE avec 17,5% (CHF 270 millions), suivie du Luxembourg avec 12,4% (CHF 190 millions) et de l'Espagne avec 9,8% (CHF 150 millions).

Le secteur « activités immobilières » a attiré le plus d'IDE en 2019 (CHF 540 millions ou 34,9% contre 15,5% en 2018), suivi du secteur « industries manufacturières » (CHF 510 millions ou 33,2% contre 14% en 2018) et du secteur « hébergement et restauration » (CHF 160 millions ou 10,3% contre 5,5% une année auparavant). Ces trois secteurs participent à hauteur de 78,4% dans le flux net total des investissements étrangers directs au Maroc en 2019.<sup>25</sup>

Pour continuer à attirer les IDE, le Maroc a mis en place de nombreuses réformes, comme la création d'un programme de soutien aux PME pour les aider à investir dans des produits servant à lutter contre la pandémie (gels, produits d'hygiène, masques, équipement médical) ou la dématérialisation de certaines procédures (autorisation, reporting, traitements).<sup>26</sup>

Le Maroc est l'un des pays ayant le **taux d'investissement le plus élevé de la région MENA**. Pour 2020, le flux net des investissements directs marocains à l'étranger (IDME) a baissé à CHF 466 millions à fin décembre 2020, contre environ CHF 1 milliard une année auparavant.<sup>27</sup> Selon les dernières données disponibles de mars 2020, les principaux pays de destination des IDME en 2019 en Afrique sont le Tchad (CHF 130 millions ou 13,5%) et la Côte d'Ivoire (CHF 120 millions ou 11,8%). En parallèle, les Emirats Arabes Unis demeurent le premier pays arabe de destination des IDME avec CHF 90 millions, soit 9,1% du total.<sup>28</sup>

## **5 Promotion commerciale, économique et touristique « Promotion de l'image de la Suisse »**

---

### **5. Instruments de la promotion économique extérieure**

Au Maroc, le principal outil de promotion commerciale de la Suisse est la Chambre de Commerce Suisse au Maroc (CCSM), dont l'objectif est de promouvoir et de renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. La CCSM renseigne les entreprises membres et publie depuis 2008, tous les deux mois, la revue « Swisseco », qui traite de l'actualité économique et des opportunités d'affaires au Maroc.

En outre, la chambre a organisé 11 événements en 2019 (conférences, tables rondes, visites, débats, partenariats). En 2020, la CCSM s'est montrée très active puisque 8 événements avaient déjà été organisés avant la crise du coronavirus et l'application des mesures de confinement. Il s'agit notamment de webinaires organisés avec l'Ambassade pour présenter les activités du SECO au Maroc. Par ailleurs, lors d'une mission organisée par l'Ambassade en février 2021, S-GE a poursuivi ses discussions avec la CCSM, les entreprises et l'Ambassade pour évaluer le renouvellement de son soutien à la CCSM, suspendu en 2015. Le principe d'un accord entre la CCSM et S-GE est acquis. Il devrait être signé à l'automne 2021.

---

<sup>22</sup> World Investment Report, 2020, S. 33, Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc 2019, S. 10

<sup>23</sup> World Investment Report, 2020, S. 11

<sup>24</sup> Office des Changes, 2021, S. 3

<sup>25</sup> Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc 2019, S. 30

<sup>26</sup> OECD, 2021

<sup>27</sup> Office des Changes, Indicateurs des échanges extérieurs, 2020, S. 3

<sup>28</sup> Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc 2019, S. 32

## 5.2 Intérêt du pays de résidence pour la Suisse

En raison de la pandémie du Covid-19 et de la suspension subséquente des vols et de la délivrance de visas, les flux touristiques du Maroc vers la Suisse se sont taris en 2020 et seuls 114 visas de tourisme furent délivrés contre 556 en 2019. Même cas de figure pour les visas d'affaire (183 en 2020 contre 588 en 2019) et les visas demandés pour participer à des manifestations culturelles (1 en 2020 contre 27 en 2019). Ce ralentissement ne témoigne pas d'un désintérêt du public marocain pour la Suisse. Au contraire, dans son étude de 2020 de l'image de la Suisse au Maroc, PRS montre que 72% des répondants placent le tourisme comme principale raison de se rendre en Suisse, loin devant les autres catégories (emploi, 23% ; visite à la famille 10%).

D'autres secteurs qui témoignent du potentiel de développement de la clientèle en Suisse sont listés ci-dessous :

Lors de la visite de S-GE, Casablanca Financial City a montré un intérêt pour développer les **activités financières** au Maroc en matière de services, en lien avec la place financière suisse.

En outre, à la lumière des prochains gros chantiers prévus au Maroc (tunnels notamment), le **domaine ferroviaire** présente aussi un intérêt potentiel pour les entreprises suisses du secteur, de même que les barrages et les **services** dont notamment ceux des secteurs financiers et des assurances. Des échanges ont lieu dans le **domaine des transports** afin d'identifier des aires de coopération.

Le **système éducatif et en particulier la formation professionnelle**, continuent d'intéresser le Maroc. Dans ce cadre, le Ministre marocain de l'éducation a effectué une mission en Suisse en février 2020 et un MoU sur la formation professionnelle est cours de discussion entre le canton du Valais et l'Office de la formation professionnelle et de la formation du travail (OFPPT). Des échanges ont également lieu au Maroc afin d'évaluer la faisabilité d'un cadre de coopération tripartite sur la formation professionnelle.

Sur le plan de l'**innovation et des sciences**, la Suisse est reconnue comme un pays très innovateur par le Royaume. Conjointement avec l'EPFL, l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) a lancé en 2020 l'initiative « Excellence in Africa » pour soutenir la formation de professeurs et de doctorants en Afrique. En s'appuyant sur un réseau d'institutions scientifiques et d'écoles d'ingénieurs en Afrique, cette initiative promeut l'excellence scientifique et technologique. L'UM6P a également développé un partenariat avec l'Ecole hôtelière de Lausanne.

**Structure de l'économie**

	<b>Année 2016</b>	<b>Année 2020</b>
<b>Répartition du PIB<sup>1</sup></b>		
Secteur primaire	<b>12 %</b>	<b>12.1 %</b>
Secteur manufacturier	<b>26 %</b>	<b>25.3 %</b>
Services	<b>50.1 %</b>	<b>50.1 %</b>
– dont services publics	<b>18.3 %</b>	<b>18.4 %</b>

<b>Répartition de l'emploi<sup>2</sup></b>		
Secteur primaire	<b>37.3 %</b>	<b>31.3 %</b>
Secteur manufacturier	<b>21 %</b>	<b>22.9 %</b>
Services	<b>41.6 %</b>	<b>45.7 %</b>
– dont services publics	<b>n/a</b>	<b>5.4 %</b>

<sup>1</sup> Source : [Haut Commissariat au Plan, 2020](#) pour 2019 et [Haut Commissariat au Plan, 2017](#) pour 2016

<sup>2</sup> Source : [Haut Commissariat au Plan, 2021](#) pour 2020 et [Haut Commissariat au Plan, 2017](#) pour 2016

---

## Principales données économiques

	2019	2020
<b>PIB</b> (USD mia) <sup>1</sup>	<b>119.7</b>	<b>113.5</b>
<b>PIB/habitant</b> (USD) <sup>1</sup>	<b>3360</b>	<b>3160</b>
<b>Taux de croissance</b> (% du PIB) <sup>1</sup>	<b>2.5</b>	<b>-7.2</b>
<b>Taux d'inflation</b> <sup>1</sup>	<b>0.2</b>	<b>0.6</b>
<b>Taux de chômage</b> (%) <sup>1</sup>	<b>9.2</b>	<b>11.9</b>
<b>Solde budgétaire</b> (% du PIB) <sup>2</sup>	<b>-4.1</b>	<b>-7.7</b>
<b>Solde des transactions courantes</b> (% du PIB) <sup>2</sup>	<b>-4.1</b>	<b>-6.0</b>
<b>Dette extérieure totale</b> (% du PIB) <sup>2</sup>	<b>32.8</b>	<b>39.7</b>
<b>Service de la dette</b> (% PIB) <sup>2</sup>	<b>2.7</b>	<b>2.8</b>
<b>Réserves</b> (mois d'importations) <sup>2</sup>	<b>6.8</b>	<b>7.3</b>

<sup>1</sup> Source : [IMF: Morocco Country Data, 2021](#)<sup>2</sup> Source : [IMF: Article IV Consultation-Press Release, 2021](#)



**Partenaires commerciaux. Année : 2019<sup>1</sup>**

Perspective selon le pays de résidence

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays de résidence</i> (CHF millions) <sup>2</sup>	Part %	Var. %	Rang	Pays	Importations <i>par le pays de résidence</i> (CHF millions) <sup>2</sup>	Part %	Var. %
1	Espagne	6'796	24.1	4.4	1	Espagne	7'641	15.6	0.4
2	France	6'086	21.6	1.7	2	France	6'003	12.2	4.8
3	Italie	1'314	4.7	11.5	3	Chine	4'986	10.1	5.4
4	Etats-Unis	1'115	4	-13.8	4	Etats-Unis	3'632	7.4	-5
5	Allemagne	905	3.2	3.7	5	Italie	2'635	5.4	-2
6	Brésil	823	2.9	14.3	6	Turquie	2'563	5.2	19
7	Inde	823	2.9	-20.5	7	Allemagne	2'428	4.9	3.5
n/a	Suisse	148	0.5	14.9	n/a	Suisse	n/a	n/a	n/a
	UE	18'815	66.7	2.9		UE	26'081	53.1	-0.1
	<b>Total</b>	<b>28'206</b>				<b>Total</b>	<b>49'123</b>		

<sup>1</sup> Les données de 2020 n'étant pas encore disponibles, les données de 2019 ont été utilisées. Sources : [Rapport Annuel Commerce extérieur du Maroc, 2019](#), S. 54-60, [Santander, 2019](#), [Trading Economics, 2019](#)

<sup>2</sup> Les chiffres officiels en dirhams marocains ont été divisés par 10.

## Echanges commerciaux CH/Maroc

Période 1,2,3	Export Quantité (kg)	Valeur (CHF)	Valeur +/- %	Import Quantité (kg)	Valeur (CHF)	Valeur +/- %
2010	12'226'906	297'807'324	-3.1	16'838'827	69'352'172	3.2
2011	8'721'431	290'906'369	-2.3	19'415'311	62'513'085	-9.9
2012	10'650'522	275'933'102	-5.1	25'138'299	321'236'190	413.9
2013	9'302'733	263'164'060	-4.6	25'345'915	297'230'009	-7.5
2014	13'500'266	310'013'965	17.8	24'966'889	229'418'189	-22.8
2015	12'801'399	285'600'906	-7.9	25'847'345	222'271'351	-3.1
2016	13'076'959	296'093'596	3.7	25'364'754	227'023'806	2.1
2017	15'560'043	335'672'867	13.4	26'896'588	274'369'555	20.9
2018	15'312'790	336'494'262	0.3	27'234'707	246'173'331	-10.3
2019	13'308'896	353'337'000	5	29'006'762	276'735'634	12.4
2020	13'265'792	306'338'912	-13.3	32'409'219	258'778'334	-6.5

<sup>1</sup> Avec effet au 2012 (côté importation) : pays d'origine au lieu du pays de production

<sup>2</sup> Avec effet au 2012 : y compris les lingots et les pièces d'or et d'argent dans le montant total

<sup>3</sup> Avec effet au 2013 : Nouvelle méthode d'enquête sur les flux d'électricité

Exportations <sup>1</sup>	2019 (% de la valeur totale)	2020 (% de la valeur totale)
1. Produits des industries chimiques et pharmaceutiques	30.6	34.5
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	25.4	27.9
3. Machines, appareils, électronique	22.4	15.1
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	9.9	13.5

Importations <sup>1</sup>	2019 (% de la valeur totale)	2020 (% de la valeur totale)
1. Textiles, habillement, chaussures	34.3	32.4
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	18.1	22.4
3. Métaux précieux et pierres gemmes, y compris l'or et l'argent en lingots	24.9	22.2
4. Véhicules	13.4	14.6

<sup>1</sup> Du point de vue de la Suisse

**Principaux pays investisseurs<sup>1</sup> : En fonction des recettes des investissements directs étrangers au Maroc répartition par pays**

	<b>Pays</b>	<b>Investissements directs fin 2019 (Mio. CHF)</b>	<b>Part (en %)</b>	<b>Variation (en %)</b>	<b>Flux année écoulee 2019 (Mio. CHF)</b>
1	France	268.8	17.5	-11.55	-35.1
2	Luxembourg	191.1	12.4	+43.9	+58.3
3	Espagne	150.5	9.8	-6.87	-11.1
4	Arabie Saoudite	98.1	6.4	+101.44	+49.4
5	Belgique	77.9	5.1	+898.72	+70.1
	<b>Total</b>	<b>1.560</b>	<b>-</b>	<b>-54</b>	<b>-1.800</b>

<sup>1</sup> Balance des paiements et position extérieure globale du Maroc 2019. Seuls les cinq premiers postes sont publiés dans le rapport public.